

**Assemblée générale**

Cinquante-septième session

Documents officiels

Distr. générale  
7 décembre 2004  
Français  
Original: anglais

---

**Cinquième Commission****Compte rendu analytique de la 40<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 4 mars 2003, à 10 heures

*Président :* M. Sharma ..... (Népal)  
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires :* M. Mselle

**Sommaire**Point 118 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines (*suite*)

*Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'application de toutes  
les dispositions de la résolution 55/258 de l'Assemblée générale concernant la  
gestion des ressources humaines (suite)*

Point 122 de l'ordre du jour : Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne (*suite*)Point 111 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)Point 118 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines (*suite*)

*Personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités  
(suite)*

Point 117 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)Point 112 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003 (*suite*)

*Stratégie en matière de technologies de l'information et de la communication  
(suite)*

*Conditions de voyage par avion (suite)*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



*La séance est ouverte à 10 h 10.*

**Point 118 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines (suite)**

**Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'application de toutes les dispositions de la résolution 55/258 de l'Assemblée générale concernant la gestion des ressources humaines (suite) (A/57/726)**

1. **M. Niiya** (Japon) accueille avec satisfaction le rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sur l'application de toutes les dispositions de la résolution 55/258 de l'Assemblée générale concernant la gestion des ressources humaines (A/57/726). Bien qu'il soit encore trop tôt pour en évaluer toutes les incidences, il est probable que le rapport permettra de réaliser des progrès supplémentaires. Malheureusement, il n'indique pas si la mise en place de plans d'action dans le domaine des ressources humaines a abouti aux résultats souhaités et il ne donne pas de détails quant aux objectifs définis en ce qui concerne une répartition géographique équitable.

2. Le BSCI devrait établir un rapport afin de déterminer si la mise en place du nouveau système de sélection du personnel a permis d'accélérer la procédure de recrutement. Certes, le programme de planification des réaffectations à l'intention des jeunes administrateurs améliore les perspectives de carrière des fonctionnaires qualifiés et favorise la mobilité, mais le Bureau de la gestion des ressources humaines devrait néanmoins poursuivre ses efforts de promotion de la mobilité de sorte que sa politique à cet égard porte tous ses fruits d'ici à 2007. La délégation japonaise se félicite de la rationalisation des directives et des procédures dans le domaine de la gestion des ressources humaines. Cependant, il faudrait publier des instructions administratives afin d'éclaircir la question de la délégation de pouvoirs.

**Point 122 de l'ordre du jour : Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne (suite)**

**Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'étude de la gestion du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (suite) (A/57/488)**

3. **M. Vassilakis** (Grèce), prenant la parole au nom de l'Union européenne, des pays adhérents – Chypre,

Hongrie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie –, des pays associés – Bulgarie, Roumanie et Turquie – ainsi que de l'Islande et du Liechtenstein, dit que l'Union européenne a toujours attaché une grande importance au bon fonctionnement du Haut Commissariat aux droits de l'homme. Celui-ci doit recevoir des ressources adéquates pour s'acquitter de sa mission, qui constitue une activité prioritaire de l'ONU. L'intervenant partage le point de vue exprimé au paragraphe 3 du rapport du BSCI sur l'étude de la gestion du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (A/57/488), à savoir que la priorité accordée au programme relatif aux droits de l'homme dans les plans à moyen terme n'a pas été prise en compte dans le cadre du budget ordinaire, si l'on en juge par les ressources qui lui sont affectées. L'Union européenne est donc prête à envisager l'augmentation des crédits inscrits au budget ordinaire des organes créés par traité et des procédures spéciales, en tenant compte des recommandations du BSCI et en gardant à l'esprit que certains éléments font l'objet des efforts de réforme menés actuellement par le Secrétaire général.

4. **M. Hønningstad** (Norvège) observe que la promotion et la protection des droits de l'homme font partie des principaux objectifs des Nations Unies et qu'elles devraient occuper une place plus importante dans l'ensemble des activités de l'Organisation. Les ressources nécessaires devraient être allouées aux entités chargées des droits de l'homme. Le rapport du BSCI constitue un effort sérieux et honnête en vue d'améliorer l'efficacité du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et nombre de ses recommandations sont déjà appliquées. Les États Membres doivent saisir l'occasion d'apporter leur pierre à l'édifice, en se montrant prêts à accroître les ressources du Haut Commissariat. À cet égard, le représentant de la Norvège se félicite que l'Union européenne soit prête à envisager une augmentation des crédits inscrits au budget ordinaire du Haut Commissariat. Pour sa part, la Norvège appuiera la formulation par le Haut Commissaire d'une stratégie globale et de priorités claires aux fins de l'évaluation et du renforcement de la présence du Haut Commissariat sur le terrain, mais aussi de l'amélioration de sa gestion et de ses structures. Elle continuera d'octroyer des fonds au Haut Commissariat et lui a déjà réservé environ 4 millions de dollars des États-Unis en 2003.

5. Bien que le Haut Commissariat se voie confier des tâches et des responsabilités de plus en plus nombreuses, la part du budget ordinaire qui lui est allouée ne représente plus que 1,54 %. De surcroît, seuls 88 de ses 155 postes permanents d'administrateur sont imputés au budget ordinaire et 67 % de son enveloppe budgétaire provient désormais des contributions volontaires. Le rapport du BSCI confirme que la disparité entre les ressources et le volume de travail représente un problème croissant. Les États Membres ont la responsabilité conjointe d'inverser cette tendance négative et devraient au moins faire en sorte qu'une part adéquate du budget ordinaire soit affectée au Haut Commissariat, pour qu'il soit en mesure de s'acquitter de ses fonctions essentielles.

6. **M. Niiya** (Japon) dit qu'il est indispensable d'améliorer la gestion du Haut Commissariat, afin que son efficacité et sa productivité soient encore renforcées. À cet égard, les recommandations du rapport concernant son organisation et sa structure, sa direction exécutive, la gestion de l'information, la gestion administrative et financière et la gestion des ressources humaines revêtent une importance cruciale.

7. S'agissant de la gestion des ressources humaines, le Japon partage les préoccupations exprimées par le BSCI quant à l'affectation généralisée de conseillers techniques à des fonctions hiérarchiques et il approuve la recommandation contenue au paragraphe 49 du rapport. Le Japon est également préoccupé par le très important déséquilibre géographique constaté dans le recrutement des fonctionnaires du secrétariat du Haut Commissariat. Des efforts accrus doivent être consentis par l'ensemble des chefs de département et des directeurs de programme pour respecter le principe de la répartition géographique équitable.

8. **M. Mazumdar** (Inde) observe que le rapport révèle les problèmes auxquels doit faire face le Haut Commissariat, ainsi que leurs causes sous-jacentes. Une préoccupation immédiate est l'accroissement rapide de la part des fonds extrabudgétaires dans le financement des activités opérationnelles du Haut Commissariat, par rapport à celle des ressources inscrites au budget ordinaire. Mais il est encore plus préoccupant de constater que les principales activités du Haut Commissariat sont désormais financées dans une large mesure par des contributions volontaires.

9. Tout comme le BSCI, la délégation indienne note qu'au fil des ans, des responsabilités et des tâches

supplémentaires ont été confiées au Haut Commissariat sur une base ponctuelle et non coordonnée, qui ne sont en adéquation ni avec ses ressources financières ni avec les compétences du personnel dont il dispose. Avant de confier des tâches supplémentaires au Haut Commissariat, l'Assemblée générale devrait être pleinement informée de leurs incidences sur le plan des ressources. La multiplication non planifiée des tâches et des activités a abouti à des doubles emplois, à une sous-efficacité et à un suivi inadéquat. En vérité, le Haut Commissariat trouve de plus en plus difficile de s'acquitter dans les délais requis de fonctions aussi élémentaires que l'examen des rapports soumis par les États Membres, qui accuse un retard considérable. Il en résulte en outre l'émergence d'une bureaucratie encombrante et ingérable. La rationalisation des activités du Haut Commissariat devrait donc s'accompagner d'une réduction des effectifs qui lui sont affectés afin de les mettre en conformité avec les ressources budgétaires qui lui sont allouées.

10. La situation actuelle fait que les dépenses liées à 47 % du personnel essentiel du Haut Commissariat sont couvertes par des fonds extrabudgétaires. L'affectation d'un si grand nombre de fonctionnaires aux projets a rendu la gestion du personnel complexe et problématique. En particulier, l'affectation généralisée d'un tel personnel à des fonctions hiérarchiques est tout à fait regrettable.

11. Le rapport conclut en outre que cette situation nuit à la répartition géographique du personnel et des consultants du Haut Commissariat et que la préférence accordée aux représentants d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord résulte d'une corrélation directe entre les contributions volontaires et la répartition du personnel.

12. L'utilisation accrue de l'informatique dans le système de gestion et le renforcement de la gestion administrative et financière sont deux autres recommandations importantes du BSCI, qui devraient être envisagées comme des questions prioritaires. À cet égard, il est important que les recommandations contenues dans le rapport ne connaissent pas le même sort que celles (au nombre d'une centaine) qui ont résulté d'efforts similaires menés dans le passé en vue d'améliorer la gestion du Haut Commissariat.

13. **M. Nair** (Secrétaire général adjoint aux Services de contrôle interne) dit qu'il est rassuré de constater que les États Membres ont trouvé intéressant le rapport

du BSCI. Le rapport sur l'étude de la gestion du Haut Commissariat aux droits de l'homme a été bien reçu et un certain nombre des recommandations qu'il contient sont déjà appliquées par le Haut Commissariat. Il serait tout à fait approprié que le Haut Commissaire lui-même rende compte des progrès réalisés, dans le cadre des efforts qu'il consent pour donner effet aux recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général sur le renforcement du système des Nations Unies. Pour sa part, le BSCI appliquera lui aussi les recommandations contenues dans le rapport.

**Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'enquête sur l'exploitation sexuelle de réfugiés du fait d'agents des services d'aide humanitaire en Afrique de l'Ouest (suite)**  
(A/57/465)

14. **M. Zevelakis** (Grèce), prenant la parole au nom de l'Union européenne, des pays adhérents – Chypre, Hongrie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie –, des pays associés – Bulgarie, Roumanie et Turquie – ainsi que de l'Islande et du Liechtenstein, dit qu'il serait plus approprié de respecter la parité hommes-femmes au sein des équipes enquêtant sur l'exploitation sexuelle de réfugiés. Il ajoute que les cas d'exploitation sexuelle présentés dans le rapport auraient pu l'être de manière plus délicate. L'exploitation sexuelle, en particulier de personnes vulnérables qui dépendent de l'aide internationale, est totalement inacceptable. Afin d'obtenir que les auteurs de tels actes en répondent, l'organisme qui les emploie devrait mettre un terme à leur contrat et, lorsque des éléments de preuve suffisants ont été réunis, des poursuites devraient être engagées. À cet égard, l'Union européenne appuie pleinement le Plan d'action conçu par l'Équipe spéciale du Comité permanent interorganisations et récemment adopté par la communauté des organisations humanitaires.

15. **M. Hønningstad** (Norvège) estime que dans les affaires d'exploitation sexuelle d'individus vulnérables par des membres de la communauté internationale jusqu'alors dignes de confiance, il faut adopter une politique crédible reposant sur la tolérance zéro. L'ONU ne doit pas donner l'impression d'essayer de ramener à de moindres proportions, voire de dissimuler le fait que des agents des services d'aide humanitaire sont parfois impliqués dans des violences sexuelles perpétrées contre des femmes et des enfants.

16. La prévention de telles violences présente des difficultés sur le plan de l'encadrement. Les organismes des Nations Unies et leurs partenaires doivent disposer de structures conçues pour prévenir l'exploitation et assumer la responsabilité de traduire en justice les individus responsables de ces crimes. Lorsque la situation locale est difficile, les acteurs internationaux sont investis d'une responsabilité particulière et, conformément à la résolution 1400 (2002) du Conseil de sécurité, il peut s'avérer nécessaire que certains membres du personnel international soient poursuivis dans leur pays d'origine. Il faut également accorder aux victimes un soutien approprié.

17. Le représentant de la Norvège se félicite des recommandations contenues dans le rapport du BSCI, même s'il regrette un certain nombre de défauts inhérents à ce type de rapport. Le BSCI y souligne que c'est à l'ONU qu'il appartient de prévenir des pratiques totalement inacceptables. L'intervenant est satisfait des efforts de prévention entrepris par l'Équipe spéciale du Comité permanent interorganisations, qui s'emploie à accroître la transparence et devrait poursuivre dans cette voie.

18. **M. Niiya** (Japon) dit qu'il condamne fermement toute forme d'exploitation sexuelle des réfugiés par les agents des services d'aide humanitaire et par les soldats de la paix dans les camps de réfugiés. Après examen des recommandations contenues dans le rapport, toutes les organisations concernées, y compris l'Équipe spéciale du Comité permanent interorganisations, le Haut Commissariat aux droits de l'homme et le Département des opérations de maintien de la paix, devraient continuer à prendre des mesures préventives. Pour sa part, le BSCI devrait continuer de surveiller l'application de ces recommandations et rendre compte à l'Assemblée générale de tout fait nouveau.

19. **M. Kramer** (Canada), prenant la parole au nom du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, se félicite des réponses apportées par M. Nair aux questions précédemment soulevées par ces délégations. Il souhaite savoir comment le BSCI fait face aux enquêtes imprévues et urgentes et si les fonds alloués à de telles enquêtes proviennent du budget ordinaire ou d'ailleurs.

20. **M. Nair** (Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne), répondant aux préoccupations

exprimées au sujet de l'écart apparent entre les conclusions de l'équipe d'enquêteurs constituée par le BSCI et celles des consultantes, dit que ces dernières n'avaient pas tant pour mission de mener une enquête que de recueillir des allégations véhiculées par des rumeurs ou entendues au gré d'entretiens avec divers groupes. Aucun des 12 cas présumés d'exploitation sexuelle retenus par les consultantes n'a pu être corroboré par les enquêteurs du BSCI. En revanche, ces derniers ont recensé 43 cas présumés d'exploitation sexuelle, qui ont fait l'objet d'enquêtes approfondies. Dix de ces affaires ont été corroborées par des éléments de preuve.

21. D'aucuns ont évoqué le caractère trop strict des normes établies par l'équipe d'enquêteurs du BSCI, mais force est d'admettre que celle-ci avait besoin d'éléments de preuve suffisamment convaincants pour donner foi aux allégations recueillies et prendre des mesures disciplinaires à l'encontre des auteurs. Quant au champ d'application de l'enquête, des problèmes pratiques ont empêché de l'élargir jusqu'à inclure les personnes déplacées et d'autres groupes vulnérables. Malheureusement, le BSCI ne disposait pas des ressources humaines ou financières suffisantes pour examiner d'autres cas présumés que les plus choquants.

22. Il est parfois difficile de déterminer si les mesures recommandées dans le rapport ont été mises en place sur le terrain par les organismes et offices concernés et si elles sont devenues la norme pour les camps situés ailleurs qu'en Afrique de l'Ouest. On sait toutefois que ce n'est pas le cas de beaucoup d'entre elles. Conformément à la recommandation 2, le Comité permanent interorganisations doit rendre compte à l'Assemblée générale de celles qui ont déjà été mises en place.

23. Le Bureau ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face aux enquêtes imprévues et urgentes et il est contraint de faire appel à des sources de financement très diverses. Lorsqu'il est nécessaire de procéder à une enquête d'urgence, l'ensemble du personnel de la Division des investigations peut être amené à y participer. En l'occurrence, ce sont le Secrétaire général et le Haut Commissariat aux droits de l'homme qui ont demandé une enquête et la crédibilité de l'Organisation est en jeu. Certains membres du personnel ont donc été réaffectés afin de constituer une équipe d'enquêteurs. Le BSCI a également recruté des traducteurs et des spécialistes de pédiatrie et des droits de l'homme pour qu'ils

apportent leur aide dans le cadre de l'enquête. Des fonds supplémentaires, destinés en particulier à régler des frais de voyages, ont été obtenus auprès de diverses sources, dont le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et certaines des dépenses encourues n'ont pas encore été absorbées. De façon inévitable, le personnel et les ressources existantes sont réaffectés au détriment d'autres secteurs d'activité et le BSCI est contraint de déterminer des priorités en se concentrant sur les affaires les plus délicates, telles que l'enquête sur les cas présumés d'exploitation sexuelle de réfugiés par des agents des services humanitaires.

**Point 111 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies**  
(suite)

**Point 118 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines** (suite)

**Personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités**  
(suite) (A/57/721 et A/57/735)

24. **M. Eljy** (République arabe syrienne) dit qu'avec davantage de temps, il aurait peut-être été possible d'examiner dans une perspective plus large la situation financière de l'Organisation à l'occasion du débat sur l'utilisation de personnel fourni à titre gracieux. La cause première du recours à cette catégorie de personnel est que les États Membres ne versent pas leurs quotes-parts. Ceux qui fournissent du personnel à titre gracieux devraient être en position de s'acquitter de leurs obligations financières. L'emploi de personnel à titre gracieux, qui est en augmentation, devrait être soumis à restrictions et à conditions, car le personnel de ce type n'est pas assujéti aux Règlements financiers et aux règles de gestion financière de l'ONU, ni placé sous l'autorité du Secrétaire général.

25. Les rapports annuels à l'Assemblée générale ne mentionnent pas le nombre exact des effectifs fournis à titre gracieux et il serait utile de savoir si les chiffres communiqués correspondent aux exigences formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 51/243. Si la contribution des États Membres en vue d'aider l'Organisation à s'acquitter de ses responsabilités est bienvenue lorsqu'elle se présente sous forme de liquidités ou en nature, le personnel fourni à titre gracieux ne devrait être employé que sur une base temporaire et seulement lorsqu'il est doté de

compétences que le personnel de l'Organisation ne possède pas. Le fait d'avoir recours à un tel personnel en dehors de ces circonstances menace l'indépendance et le caractère international de l'Organisation et rend plus complexe la gestion des questions relatives au financement et au personnel. Les États Membres devraient préférer l'établissement de fonds d'affectation spéciale ou des contributions au budget ordinaire, ce qui permettrait à l'Organisation de recruter des experts dans tous les domaines, tout en respectant les principes de la répartition géographique équitable, de l'indépendance et de la transparence dans l'octroi de contrats.

26. La délégation de la République arabe syrienne regrette que le Comité consultatif ait recommandé que le Secrétaire général soit prié de communiquer des éléments d'information relatifs à l'emploi de personnel à titre gracieux dans le cadre du rapport sur la composition du Secrétariat qu'il soumet tous les deux ans à l'Assemblée générale. L'inclusion de tels éléments d'information dans ce rapport contredirait la nature exceptionnelle de l'emploi de personnel fourni à titre gracieux. De plus, l'Assemblée générale n'est pas en position de surveiller le personnel fourni à titre gracieux, aussi des rapports trimestriels devraient-ils être soumis, indiquant le nombre de personnes employées à ce titre, leur nationalité, la durée de leur service et les fonctions qu'elles exercent.

**Point 117 de l'ordre du jour : barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (suite)**

**Mesures à prendre pour encourager les États Membres ayant des arriérés de paiement à en réduire le montant et, à terme, à les éliminer (suite) (A/57/76)**

27. **M. Vassilakis** (Grèce), prenant la parole au nom de l'Union européenne, des pays adhérents – Chypre, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie –, des pays associés – Bulgarie, Roumanie et Turquie – ainsi que de l'Islande et du Liechtenstein, dit que, compte tenu de la décision de l'Assemblée générale de ne pas modifier les éléments entrant en ligne de compte dans la méthode de calcul des barèmes des quotes-parts pour la période à venir, il ne serait pas débattu de ces éléments à la cinquante-huitième session de l'Assemblée. En l'absence de barèmes réformés, qui auraient contribué à l'amélioration de la santé

financière de l'Organisation, les États Membres doivent faire en sorte que les dispositions de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies soient appliquées et envisager d'adopter des dispositions visant à assurer le versement ponctuel, intégral et sans conditions des quotes-parts. La Commission devrait également envisager d'avoir recours à la comparaison des montants nets des contributions mises en recouvrement et des arriérés ainsi qu'au calcul semestriel des arriérés de paiement. Le représentant de la Grèce rappelle que l'Assemblée générale, à sa cinquante-sixième session, avait demandé que les États Membres ayant des arriérés de paiement fournissent un échéancier ou une explication de leurs intentions en matière de paiement.

28. L'Union européenne estime toujours que la possibilité d'instaurer des mesures d'incitation devrait être examinée. Elle prend également note de la proposition de répartir les excédents budgétaires entre les États Membres compte par compte. Seuls seraient crédités de leur part ceux des États Membres qui ne sont redevables d'aucune contribution exigible. L'Union appuie les recommandations du Comité des contributions en ce qui concerne l'imposition d'un intérêt sur les arriérés et les plans de paiement pluriannuels.

29. **M. Yamanaka** (Japon) dit que toute mesure mise en place pour encourager les États Membres à régler leurs arriérés devrait avoir pour effet de faciliter les paiements. Il faut tenir compte du fait que les exercices budgétaires des États Membres ne coïncident pas nécessairement avec celui de l'ONU. Celui du Japon ne fait pas exception à cette règle. Néanmoins, malgré une situation budgétaire difficile, le Japon fait tout son possible pour verser sa quote-part au budget de l'Organisation.

30. La délégation japonaise doute de la valeur de mesures punitives, comme par exemple l'indexation des arriérés ou l'imposition d'un intérêt sur leur montant. En effet, elles nuiraient aux efforts des États Membres pour régler leurs arriérés et seraient contraires au but recherché.

31. **M. Wins** (Uruguay) dit que sa délégation partage les vues exprimées par le Groupe des 77 et la Chine et par le Groupe de Rio. Toutes les options disponibles n'ont pas été analysées à fond et les mesures proposées privilégient la répression plutôt que l'encouragement, ce qui n'est pas la bonne manière d'aborder le problème.

32. Le barème des quotes-parts a été gelé, mais il n'en reste pas moins que la capacité de payer n'est pas prise en compte dans le calcul de leur montant, qui s'effectue sur la base de données économiques remontant aux années 90. Bien que les pays en développement aient connu une certaine croissance économique dans les années 90, le montant de leurs quotes-parts ne reflète pas leur situation économique actuelle. Le Secrétariat devrait donc utiliser des données économiques plus récentes, notamment de l'année 2002, pour calculer le montant des quotes-parts.

33. **M. Gilpin** (Chef du Service des contributions du Département de la gestion) dit que le barème des quotes-parts qui sera examiné par le Comité des contributions en juin 2003 inclura certains éléments d'information relatifs à 2001. La Division de statistique pourrait fournir une explication plus technique des contraintes pesant sur le calcul du montant des quotes-parts. Elle recueille des données auprès des autorités nationales compétentes, mais toutes ne disposent pas de données portant sur 2002. Même lorsque c'est le cas, il faut parfois procéder par la suite à des révisions substantielles, car les données en question ont été établies quelques mois à peine après la fin de l'exercice considéré. La Division de statistique a donc conclu qu'un certain délai était nécessaire pour constituer une base de données exhaustive utilisable pour le calcul du montant des quotes-parts.

**Point 112 de l'ordre du jour : budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003 (suite)**

**Stratégie en matière de technologies de l'information et de la communication (suite) (A/57/620)**

34. **M. Vassilakis** (Grèce), prenant la parole au nom de l'Union européenne, des pays adhérents – Chypre, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie –, des pays associés – Bulgarie, Roumanie et Turquie – ainsi que de l'Islande et du Liechtenstein, dit qu'une stratégie globale en matière de technologies de l'information et de la communication donnerait de nouveaux moyens d'action à l'Organisation et l'aiderait à mieux cibler ses efforts. La nouvelle présentation du rapport du Secrétaire général sur la stratégie en matière de technologies de l'information et de la communication (A/57/620) a répondu à certaines des préoccupations

exprimées par la Commission. Dans l'idéal, le rapport révisé aurait dû être publié plus tôt, ce qui aurait permis aux responsables de programme de tenir compte de la stratégie approuvée au moment de l'élaboration de leur projet de budget pour l'exercice biennal 2004-2005. Néanmoins, l'Union européenne espère que les principes définis dans le rapport, notamment la nécessité pour les soumissions d'être justifiées à l'aune de leur incidence économique totale, d'indicateurs qualitatifs du rendement ou des coûts d'opportunité, seront pleinement appliqués.

35. Il est urgent de renforcer le Comité de l'informatique et de la télématique afin que puissent être établies des normes communes qui garantissent la compatibilité entre les systèmes et évitent les doubles emplois. À cette fin, le Comité devrait désigner clairement qui est investi de l'autorité et des responsabilités afférentes aux divers aspects des technologies de l'information au sein de l'organisation. Il faudrait également instaurer une certaine forme d'évaluation externe des indicateurs de rendement des investissements.

36. Le rapport démontre que la stratégie en matière d'information constitue déjà un outil puissant de promotion de la productivité au sein de l'Organisation. L'Assemblée générale devrait en poursuivre l'examen, car il donne une vision ambitieuse de l'utilisation de l'informatique et de la télématique, qui pourrait permettre à l'Organisation d'exploiter tout son potentiel, entraîner une amélioration de la productivité et de la qualité des programmes, et faciliter l'exécution des activités prescrites par l'Assemblée générale en matière de multilinguisme. Au-delà des efforts en cours pour améliorer la gestion des réunions et documents, la technologie devrait être utilisée pour faire en sorte que les ressources correspondent aux priorités définies, rendre les pratiques de travail plus flexibles et améliorer la qualité des informations fournies par l'Organisation.

37. L'Union européenne prône le partage des connaissances et des informations dans l'ensemble du système des Nations Unies. À cet égard, elle souhaiterait recevoir des informations quant à l'état d'avancement du projet d'un moteur de recherche commun à tous les organismes des Nations Unies, qui rendrait de grands services aux États Membres et au grand public. La stratégie en matière de technologies de l'information et de la communication devrait favoriser l'intégration des infrastructures existantes, en

particulier celles des missions de maintien de la paix, de sorte qu'elles soient interconnectées, compatibles, flexibles et d'un bon rapport coût-efficacité. Une autre priorité consistera à concevoir une politique de protection des systèmes informatiques. Pour que les mesures proposées soient mises en œuvre avec succès, il est nécessaire d'organiser des activités de formation du personnel à grande échelle.

38. **M. Kramer** (Canada), prenant la parole au nom du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, dit que le rapport du Secrétaire général constitue un pas en avant notable vers l'application des dispositions de la résolution 56/239 de l'Assemblée générale. Le fait d'envisager les technologies de l'information et de la communication à l'échelle du système et d'instituer une direction et une coordination centrales constitue une démarche relativement nouvelle au sein de l'Organisation, qui mérite d'être saluée.

39. Le rapport présente l'informatisation de la gestion, le partage du savoir et la prestation de services aux organes directeurs comme des domaines d'action principaux, ce qui permet de classer les divers travaux relatifs aux technologies de l'information et de la communication. L'accent est mis sur la nécessité de mesurer le rendement du capital investi sur la base de critères spécifiques, ce qui est très utile. Les délégations du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande se félicitent que le rapport communique des éléments d'information quant au mode de gouvernance et de gestion en matière de TIC, ainsi qu'une liste de projets TIC assortie d'échéances et de résultats escomptés. Les futures mises à jour devraient apporter des éclaircissements quant à l'état d'avancement de la mise en œuvre de ces projets et des progrès réalisés en vue de l'établissement d'un inventaire des systèmes, de l'élimination des doublons et de l'établissement, de la publication et de l'application de normes. Il serait utile de disposer de plus d'éléments d'information quant aux priorités définies pour la stratégie, à l'enchaînement des activités et aux avantages escomptés. De même, des informations complémentaires quant aux pratiques optimales appliquées dans d'autres organisations engagées dans des activités similaires, du point de vue de l'investissement, de l'entretien et de la formation, seraient les bienvenues. Le rapport suggère que l'ONU a beaucoup moins investi dans les technologies de l'information et de la communication que d'autres organisations et il serait intéressant de connaître les

conséquences de cette situation. La stratégie sera mise en œuvre sur plusieurs années, ce qui devrait être pris en compte lors de l'établissement des projets de budget pertinents pour le prochain exercice biennal. Mais il est difficile d'apporter une réponse précise à cette stratégie sans savoir exactement quelles ressources humaines et financières seront nécessaires à la réalisation des principaux projets envisagés et à la mise en place de ses pièces maîtresses.

40. Les délégations du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande croient comprendre que la stratégie TIC s'applique au Secrétariat et se demandent s'il existe des plans de coopération avec les fonds et programmes des Nations Unies. Dans le programme de réforme qu'il a annoncé, le Secrétaire général a insisté sur la nécessité de développer la coordination et l'intégration dans ce domaine. Des éléments d'information devraient être fournis quant aux plans visant à harmoniser concepts et systèmes en matière de TIC.

41. L'administration des TIC dans une organisation aussi complexe et décentralisée que l'ONU est une activité cruciale et l'accent devrait donc être placé sur une direction centrale responsable des politiques, des orientations stratégiques et de l'établissement de normes. Dans le contexte du budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005, le Secrétaire général devrait également examiner de quelle manière il serait possible de mieux prévoir l'encadrement nécessaire à la mise en œuvre d'une telle stratégie au sein de l'Organisation. La Division de l'informatique assure des fonctions techniques sans lien avec les technologies de l'information et de la communication, mais les principales composantes de son mandat sont si complexes que ces fonctions techniques, tels que les services de sonorisation et certains services de radiodiffusion, gagneraient à être placés sous la responsabilité d'unités administratives davantage impliquées dans le service des conférences.

42. **M<sup>me</sup> Arce de Gabay** (Pérou), prenant la parole au nom du Groupe de Rio, dit que la Commission devrait analyser les aspects budgétaires du rapport une fois que le CCQAB aura soumis son rapport y afférent. D'autres aspects du rapport, tels que ceux qui ont trait aux principaux domaines d'action, aux pièces maîtresses et à la gouvernance, devraient être examinés lors de la session en cours de l'Assemblée. En matière de TIC, une bonne gouvernance est essentielle, aussi faut-il mettre en place un organe central chargé de promulguer



des normes, d'où l'importance du Comité de l'informatique et de la télématique et de ses divers groupes d'études.

43. **M. Eljy** (République arabe syrienne) dit que l'utilisation des technologies de l'information ne doit pas entraîner de dépassement budgétaire. Toutes les incidences financières supplémentaires doivent coïncider avec les augmentations prévues dans le budget général.

44. **M. Blinder** (Directeur de la Division de l'informatique), répondant aux questions soulevées, dit que le moteur de recherche commun à tous les organismes des Nations Unies est opérationnel sur l'intranet. Il est fondé sur le logiciel du commerce Google et devrait être pleinement opérationnel au sein du Secrétariat avant la fin de 2003. La prochaine étape consistera à mettre sur pied un projet pilote permettant aux utilisateurs de faire des recherches dans l'ensemble des pages Web des organismes des Nations Unies à partir d'un portail unique.

45. La mise en œuvre de la stratégie en matière de sécurité prend du temps. En effet, le recours à des compétences et à une expérience spécifiques était nécessaire à cet égard. Mais l'exécution du projet touche à sa fin. L'expert recruté a passé les quatre derniers mois à formuler une stratégie et la prochaine étape consistera à rendre publiques les normes retenues et à assurer la formation nécessaire.

46. En ce qui concerne l'établissement de priorités, le principe conducteur de l'ensemble des initiatives est le rendement du capital investi, évalué sur la base de l'incidence économique totale, des coûts d'opportunité et des indicateurs qualitatifs du rendement. La définition de calendriers dépend de plusieurs facteurs : les ressources disponibles, l'état d'avancement des initiatives en cours de réalisation et la méthodologie pertinente. Un inventaire des ressources informatiques disponibles dans l'Organisation a été établi, lequel permet d'identifier les meilleurs systèmes et de remplacer ceux qui ne sont pas efficaces aux fins d'en réduire le nombre global. Certains systèmes qui font double emploi ont déjà été identifiés.

47. En ce qui concerne l'état d'avancement des projets dont la liste figure en annexe I au rapport, certaines initiatives sont en cours de réalisation, d'autres ont été menées à terme. La Commission sera tenue informée de tout changement apporté à la liste.

48. Les conséquences du faible degré d'investissement dans les TIC sont particulièrement apparentes dans le domaine des opérations. Elles ont été renforcées par les coupes budgétaires effectuées durant l'exercice biennal actuel. Il en est résulté, globalement, une vulnérabilité accrue, bien que le fonctionnement du système au quotidien n'en ait pas pâti.

49. En ce qui concerne la gouvernance et l'harmonisation des initiatives TIC, le Comité de l'informatique et de la télématique est l'organe directeur des activités TIC au sein du Secrétariat. Il serait intéressant d'étendre l'opération aux fonds et programmes des Nations Unies, mais il est important de commencer par assurer une mise en œuvre sans accroc au niveau du Secrétariat. Les initiatives TIC devraient être incluses dans les projets de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005.

#### **Conditions de voyages par avion (suite)** (A/57/485)

50. **Le Président** dit qu'en l'absence d'autres commentaires, la Commission a conclu son débat général sur ce point de l'ordre du jour.

*La séance est levée à 11 h 55.*